

### L'UDES rencontre le Premier Ministre

## Les employeurs de l'économie sociale et solidaire demandent des gages positifs et concrets

Ce mardi 4 septembre, l'UDES a rencontré le Premier ministre Edouard Philippe.

A l'occasion de ce rendez-vous de rentrée, l'Union s'est dite préoccupée par le sort réservé à l'économie sociale et solidaire par l'actuel gouvernement.

Alors que les entreprises sociales et solidaires concernent 1 actif sur 10 en France, qu'elles sont plébiscitées par la génération des 18-35 ans<sup>1</sup>, elles ne sont clairement pas assez soutenues par le gouvernement actuel.

Le secteur subit l'effet ciseaux de la suppression des contrats aidés - 150 000 supprimés en 2018, 100 000 en 2019 - et de la mise en place laborieuse des Parcours Emploi Compétences. La baisse générale des charges - qui ne suffira pas à compenser ces coupes drastiques - ne s'appliquera qu'en octobre 2019 : cette période transitoire de près de 2 ans laisse présager la disparition de nombreux acteurs associatifs.

Les financements qui sont accordés au secteur de l'ESS sont insuffisants : le pacte de croissance social et solidaire, que l'UDES appelle de ses vœux, ne cesse d'être repoussé, tandis que le milliard accordé à l'innovation sociale dans le cadre du « French Impact » reste une chimère.

Par ailleurs, malgré leur représentativité et leurs poids croissant, les acteurs de l'ESS n'intègrent pas les instances majeures du dialogue social, de la formation professionnelle, du pilotage de la protection sociale... et les crédits du Fonds paritaire alloués à l'UDES ne reflètent nullement sa représentativité.

L'Union espère que le gouvernement donnera enfin des gages positifs et concrets de son engagement en faveur de l'économie sociale et solidaire.

L'Union souhaite ainsi que le projet de loi Pacte puisse être enrichi d'un volet sur l'épargne solidaire, que le plan pauvreté comprenne des mesures ambitieuses sur l'insertion et que le projet de loi de finances acte des moyens conséquents pour le développement d'un secteur pourvoyeur de nombreux emplois dans les prochaines années avec notamment la perspective de création de 400 000 postes liés à la dépendance et la petite enfance.

Lors de cette rencontre, l'UDES a également fait part de ses propositions sur les sujets de l'agenda social tels que les retraites, l'assurance chômage, la santé au travail. L'Union ne manquera pas de contribuer aux concertations sur ces questions dans les prochains mois. L'UDES mène d'ores et déjà des travaux sur l'impact des nouvelles technologies sur la qualité de vie au travail et sur l'emploi.

UDES - L'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES) regroupe 23 groupements et syndicats d'employeurs (associations, mutuelles, coopératives) et 16 branches et secteurs professionnels. Avec plus de 60 000 entreprises et établissements, employant plus d'1 million de salariés, l'UDES est l'organisation multiprofessionnelle de l'économie sociale et solidaire. Quatre principes guident l'action de l'Union : la réciprocité, la responsabilité, l'utilité et l'expérimentation sociale, le développement durable.

<sup>1</sup> <http://www.udes.fr/actualites/etude-udes20-minutesopinionway-revele-que-18-30-ans-privilegient-metiers-qui-ont-sens>